

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DE LA FORMATION

15, RUE DE VAUGIRARD – 75291 PARIS CEDEX 06

TÉLEPHONE : 01.42.34.25.73

**MISE EN PLACE D’UNE CELLULE EXTERNE D’ÉCOUTE ET D’ACCOMPAGNEMENT DES MEMBRES DU PERSONNEL DU SÉNAT CHARGÉE DE TRAITER LES SITUATIONS DE HARCÈLEMENT AU TRAVAIL**

**ACTE D’ENGAGEMENT**

[Article premier – OBJET DU MARCHÉ 3](#_Toc195279854)

[Article 2 - PARTIES CONTRACTANTES 3](#_Toc195279855)

[Article 3 – SOUS-TRAITANCE 5](#_Toc195279856)

[Article 4 – PRIX (à renseigner par le candidat) 6](#_Toc195279857)

[Article 5 – DURÉE DU MARCHÉ 7](#_Toc195279858)

[Article 6 – PAIEMENT 7](#_Toc195279859)

[Article 7 – AVANCE 8](#_Toc195279860)

[ANNEXE 10](#_Toc195279862)

Article premier – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la gestion de la cellule externe d’écoute et d’accompagnement des membres du personnel du Sénat chargée de traiter les situations de harcèlement au travail.

La description des prestations figure dans le cahier des clauses particulières (CCP).

Article 2 - PARTIES CONTRACTANTES

**1. Acheteur public** Sénat  
Direction des Ressources humaines et de la Formation  
15, rue de Vaugirard  
75291 PARIS CEDEX 06

**Pouvoir adjudicateur** : État – Sénat

**Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 du code de la commande publique**:

Monsieur le Trésorier du Sénat  
15 rue de Vaugirard   
75006 PARIS

**Ordonnateur** : Madame la Questeure déléguée ou Monsieur le Questeur délégué

**Comptable public assignataire des paiements** :

Monsieur le Trésorier du Sénat

**2. Titulaire du marché**

Je soussigné(e),

M., Mme (Nom, prénoms et qualité) :

**Agissant pour mon propre compte**

**Agissant au nom et pour le compte de la société** :

Au capital de :

Ayant son siège social à : (adresse complète)

Immatriculé(e) à l’I.N.S.E.E. :

- numéro d’identité d’établissement (SIRET) :

- code d’activité économique principale (APE) :

- numéro d’inscription au registre du commerce et des sociétés :

- références d’inscription à un ordre professionnel :

Agissant pour le compte de la personne publique candidate :

Ou s’il s’agit d’un groupement,

Agissant en tant que mandataire habilité par l’ensemble de ses membres ayant signé la lettre de candidature, en date du

du groupement solidaire  du groupement conjoint avec

mandataire solidaire

Composé de :

- **membre n° 1** :

Au capital de :

Ayant son siège social à : (adresse complète)

Immatriculé(e) à l’I.N.S.E.E. :

- numéro d’identité d’établissement (SIRET) :

- code d’activité économique principale (APE) :

- numéro d’inscription au registre du commerce et des sociétés :

- références d’inscription à un ordre professionnel :

- **membre n° 2** :

Au capital de :

Ayant son siège social à : (adresse complète)

Immatriculé(e) à l’I.N.S.E.E. :

- numéro d’identité d’établissement (SIRET) :

- code d’activité économique principale (APE) :

- numéro d’inscription au registre du commerce et des sociétés :

- références d’inscription à un ordre professionnel :

**- membre n° 3 :**

Au capital de :

Ayant son siège social à : (adresse complète)

Immatriculé(e) à l’I.N.S.E.E. :

- numéro d’identité d’établissement (SIRET) :

- code d’activité économique principale (APE) :

- numéro d’inscription au registre du commerce et des sociétés :

- références d’inscription à un ordre professionnel :

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses particulières (CCP) et des documents qui y sont mentionnés,

m’**ENGAGE** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées aux conditions ci-après définies. L’offre ainsi présentée me lie pendant une durée de **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

Article 3 – SOUS-TRAITANCE

Pour l’exécution du marché, je n’envisage pas de recourir à un ou plusieurs sous-traitants.

Pour l’exécution du marché, j’envisage de recourir à la sous-traitance pour les prestations suivantes : ..............................................................................................................  
.........................................................................................................................................  
.........................................................................................................................................

Les demandes de sous-traitance annexées au présent acte d’engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j’envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement par le Sénat, le nom de ces sous-traitants, leurs qualifications et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque document constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque document constitue une demande d’acceptation du sous-traitant concerné et d’agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du présent marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Je joins, en annexe, une liste récapitulative des demandes de sous-traitance et les montants des prestations que j’envisage de sous-traiter.

Article 4 – PRIX (à renseigner par le candidat)

Les prestations décrites à l’article 3 du CCP sont rémunérées, pour la première année du marché et, en cas de reconduction du marché, pour les années suivantes, par application d’un prix forfaitaire annuel égal à :

|  |  |
| --- | --- |
| **Gestion de la cellule d’écoute et d’accompagnement des membres du personnel du Sénat chargée de traiter les situations de harcèlement au travail** | |
| Montant hors taxes | € |
| Taux de TVA *(indicatif)* | € |
| Montant TTC | € |

Soit montant en € HT (en lettres) :

Soit montant en € TTC (indicatif, en lettres) :

Le prix indiqué comprend tous les frais nécessaires à la bonne réalisation de la prestation, telle que décrite dans le CCP. Il pourra être révisé dans les conditions fixées par ledit CCP.

La décomposition du prix global et forfaitaire, communiquée à titre indicatif, est indiquée dans le tableau ci-dessous. Le soumissionnaire peut détailler sa tarification en ajoutant autant de lignes ou de colonnes que nécessaire :

| **Prestation** | **Unité le cas échéant** | **Quantité annuelle** | **Montant unitaire HT** | **Total annuel HT** | **Total annuel TTC** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Permanence téléphonique de la cellule d’écoute et d’accompagnement | jour | 365 |  |  |  |
| Mise en place de la plateforme internet d’information et de contact | - | 1  à l’initialisation du marché |  |  |  |
| Maintenance, actualisation et permanence de la plateforme internet d’information et de contact | jour | 365 |  |  |  |
| Accueil et accompagnement d’un membre du personnel | - |  |  |  |  |
| Saisine de la DRHF avec transmission des éléments utiles | - |  |  |  |  |
| Réunion de pilotage | - | 2 lors de la 1e année puis 1 |  |  |  |
| Rapport annuel | - |  |  |  |  |

Article 5 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché s’exécute, sous réserve de sa notification, à compter du 1er octobre 2025 et jusqu’au 30 septembre 2026. Il est reconductible trois fois pour une durée d’un an.

En application de l’article R. 2112-4 du code de la commande publique, cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut la refuser.

Le Sénat peut décider de ne pas reconduire le marché à condition d’en informer le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date de fin du marché.

En application de l’article R. 2122-7 du code de la commande publique, le Sénat se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire un marché de prestations similaires dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent marché.

Article 6 – PAIEMENT

Le Sénat se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

- Du compte ouvert au nom de :

- Désignation du compte à créditer (**joindre un R.I.B. ou un R.I.P**.) :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Article 7 – AVANCE

Conformément au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) :

🞎 Je refuse de percevoir l’avance prévue à l’article R. 2191-3 du code de la commande publique.

🞎 J’accepte de percevoir l’avance prévue à l’article R. 2191-3 du code de la commande publique.

|  |
| --- |
| **Partie à compléter obligatoirement par le candidat pour la présentation de son offre :** |
| Fait en un seul original. À  Signature et cachet du contractant Le |
| **Partie réservée au Sénat :** |
| Acte d’engagement, complété le cas échéant par [[1]](#footnote-1)    Présenté par la directrice des Ressources humaines et de la Formation |
| Date d’attribution par le Conseil de Questure : |
| Est acceptée la présente offre pour valoir acte d’engagement.  Pour le Conseil de Questure, Date de signature : Mme la Questeure déléguée  ou M. le Questeur délégué, |

ANNEXE

**Liste des demandes d’acceptation de sous-traitants  
et d’agrément des conditions de paiement**

1. Le cas échéant, énumérer et joindre en annexe les documents complétant l’offre. [↑](#footnote-ref-1)